

Ramenée à 325 milliards de DH à fin juin

La dette extérieure baisse encore, merci le Trésor !



Le repli de la dette extérieure publique provient notamment du financement du Trésor, dont l'encours a baissé de 3,71 milliards d'un trimestre à l'autre.

L'espoir renaît quant à l'enclenchement d'une tendance baissière de la dette extérieure publique. Celle-ci a, en effet, reculé pour le deuxième trimestre consécutif. Ainsi, après avoir baissé de 1,5 milliard DH au premier trimestre 2018, par rapport à fin 2017, l'encours de la dette extérieure publique s'est encore replié au 2e trimestre. À fin juin dernier, il s'est allégé de 5,78 milliards DH en un trimestre, s'établissant à 325,31 milliards, selon le bulletin statistique de la dette extérieure publique publié par la Direction du Trésor et des finances extérieures (DTFE). Rappelons que cette dette a connu une stabilisation au dernier trimestre de l'année dernière, représentant 31,3% du PIB, après une constante tendance à la hausse.

Cette baisse est due plus au financement du Trésor que des établissements publics. La première poursuit, en effet, son accalmie, passant de 153,19 milliards à fin 2017 à 150,99 à fin mars 2018, puis à 147,28 milliards à fin

juin dernier. De ce fait, la part de la dette du Trésor dans la dette extérieure publique reste sur son trend baissier en faveur de la dette garantie par l'État au profit notamment des établissements publics. La première est, en effet, passée de 46,1% à fin 2017 à 45,6% à fin mars dernier, puis à 45,3 à fin juin, sachant qu'elle avait culminé à 55,3% au terme de 2013, avant de commencer à reculer.

L'analyse de ces statistiques fait également ressortir une baisse de la part de la dette extérieure publique fournie par les créanciers bilatéraux, passant de 29,6% à fin mars à 29,4% à fin juin.

De même, la part apportée par les marchés financiers internationaux et les banques commerciales a reculé à 22,5% à fin juin, après 22,9% à fin mars.

Par contre, la part des institutions internationales s'est renforcée à 48,1% au terme du 2^e trimestre, après 47,5% à fin mars 2018. ■

Lahcen Oudoud